55e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 47 24 NOVEMBRE 1938

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

De M. Jacques Paliard, professeur à l'Université d'Aix-en-Provence : *Le « cogito » cartésien et le « cogito » biranien* (p. 635-654).

Paolo Rotta, doyen de la Faculté de magistère de l'Université catholique de Milan : *Le platonisme de Descartes* (p. 729-733).

Paul Siwek, S. J., professeur à l'Université Grégorienne : *La théorie cartésienne du vide implique-t-elle le panthéisme ?* (p. 753-759).

14. — Francesco OLGIATI. — **La Filosofia di Descartes.** — In-8 de XVI-578 p., 40 lires. — Milan, Società editrice « *Vita e Pensiero* ».

Mgr Olgiati est un maître fécond. De nombreuses publications l'ont placé au premier plan des philosophes italiens contemporains. Il excelle à fournir la synthèse des idées fondamentales qui inspirent un auteur : c'est ainsi que dans la « Série des sciences philosophiques » des publications de l'Université catholique milanaise, il a déjà donné *L'anima di San Tommaso* et collaboré au volume édité à l'occasion du VIe centenaire de la canonisation de l'Aquinate. Puis ce fut *L'anima del Umanismo e del Rinascimento*. Signalons aussi *L'idealismo di Giorgio Berkeley e il suo significato storico*. Tous ouvrages épuisés.

Nous passons sur plusieurs études relatives à Leibniz et S. Augustin pour arriver immédiatement à l'ouvrage très compact que le savant professeur d'histoire de la philosophie vient de publier sur *La philosophie de Descartes*.

C'est une synthèse de la pensée de Descartes, telle qu'on peut la reconstituer d'après ses œuvres et d'après les commentaires des meilleurs interprètes. Il semble que Mgr Olgiati ait condensé ici le résultat d'immenses lectures et le fruit de ses méditations personnelles. « Condensé » paraîtra peut-être ironique au lecteur... Et pourtant, si volumineuse que se présente cette étude, elle ne contient que l'exposition coordonnée de la pensée cartésienne envisagée sous ses différents et multiples aspects.

Dans un premier chapitre, l'auteur rappelle comment Descartes sut, en philosophie, briser avec les idées du Moyen Age et l'empirisme qui sévissait à son époque. Le nouveau concept d' « idée claire » a sa manifestation la plus significative dans la métaphysique, dont Mgr Olgiati expose les différents aspects en les groupant sous six chefs : la nature de l'esprit et le caractère métaphysique de l'innéisme cartésien ; substance, attributs, modes ; la personne ; Dieu ; la matière ; théorie du rêve. L'étude de la méthode de Descartes (ch. 3) : à la logique correspondant à la métaphysique de l'être, Descartes a substitué une logique correspondant à la métaphysique de l'idée claire et le conduisant à une conception tout d'abord scientifique, puisque philosophique et « phénoméniste » du réel.

L'auteur montre ensuite (ch. 4) comment une telle méthode s'origine au doute méthodique, lequel lui semble être le refuge où Descartes se libère de l'empirisme « pour défendre sa propre philosophie, qui implique le moi, Dieu et l'étendue » (p. 237). Suivent : l'interprétation du *Cogito* (ch. 5) ; le critère de la certitude et le « cercle vicieux » tant reproché à Descartes(6) ; l'âme, le corps et leur union (7) ; l'immortalité de l'âme (8) ; la liberté (9) ; la théorie de la perception extérieure et la qualité des corps (10) ; l'imagination (11) ; la mémoire (12) ; la mathématique (13) ; la physique (14) ; l'espace (15) ; le temps (16) ; le mécanisme (17) ; le déterminisme (18) ; la finalité (19) ; la religion (20) ; la morale (21) ; le droit et la politique (22) ; l'histoire (23) ; la pédagogie (24) ; l'esthétique (25) ; la philosophie du langage (26).

On voit par là que Mgr Olgiati étudie jusqu'aux prolongements les plus lointains de la pensée cartésienne. Son étude offre çà et là des solutions personnelles qu'on aurait tort de négliger ; elle est objective cependant et dénote une connaissance approfondie de l'œuvre de Descartes [1].

(La fin au prochain n°).

Causerie de l'AMI sur les " Revues "

SOMMAIRE

I. La crise de septembre 1938. — Ses causes. — « Drame des nationalités ». — II. La crise elle-même. — Le discours de Nuremberg. — L'intervention de Chamberlain. — La fièvre européenne. — Les accords de Munich. — III. Allégements apportés par les accords. — Enthousiasme pour la paix, en Europe. — IV. La situation religieuse en Autriche. — Les épreuves de l'épiscopat. — V. Les événements d'octobre à Vienne. — VI. Les finances du IIIe Reich. — Formidable inflation. — Nécessité des conquêtes pour le Reich.

I

Il y a, pour écrire l'histoire, deux moments inégalement favorables, mais qu'il n'est pas sans intérêt d'utiliser l'un après l'autre.

Le premier est celui qui suit immédiatement les faits. Oui, ami lecteur, ne vous en déplaise !

[1] Signalons, puisque nous en sommes à Descartes, l'excellente édition scolaire du *Discours de la Méthode* (in-12 de 204 p., 12 f., Paris, J. de Gigord, 1935), par M. l'abbé J. SIRVEN, professeur à l'Institut catholique de Toulouse, auteur d'une thèse très documentée sur *Les années d'apprentissage de Descartes* (50 f., Paris, Vrin).
Le texte du *Discours* est, ici, précédé d'une introduction : vie et œuvres de Descartes, analyse de l'ouvrage ; il est accompagné de notes abondantes, et suivi, en appendice, de la formule des *Règles*..., de fragments

Car, dans l'instant même ou dans les premiers jours qui suivent les grands événements, l'humanité reçoit des chocs émotifs, éprouve des courants de sensibilité qu'il importe de fixer au passage, parce qu'ils sont essentiellement évanescents. D'autre part, les images souvent tendancieuses ou même mensongères que les hommes créent, au sujet des personnes et des choses mêlées à la trame des faits, sont des forces qui agissent et se prolongent. Ces images appartiennent donc à l'histoire.

Il n'en reste pas moins, de toute évidence, que sans le recul des années, sans le commentaire éloquent et souverain que la suite des faits donne à ces événements mêmes, sans la connaissance des dessous, des influences secrètes, des démarches ignorées du public, des calculs, des efforts, des mécomptes, des succès partiels, des chances inattendues appartenant à chacun des camps en présence, l'histoire définitive ne peut être écrite.

Si nous disons cela, c'est que, dans ces Causeries, nous nous faisons un devoir de saisir au vol le premier des deux moments que nous venons d'opposer l'un à l'autre. Nos petits-neveux sauront sans doute la vérité entière. Mais nos manières de voir les faits, nos émotions en face d'eux, nos réactions, nos tentatives plus ou moins généreuses pour en extraire les leçons et les appliquer à notre action quotidienne, auront pour les historiens de l'avenir une importance de tout premier ordre.

Nous avons connu, à la fin de septembre 1938, des jours véritablement dramatiques. « Depuis la dernière semaine de juillet 1914, écrit M. René Pinon, dans la *Chronique de la Quinzaine*, de la *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre, l'Europe n'avait pas vécu des journées plus lourdes d'angoisse ni plus chargées de conséquences. » Que se passait-il donc ? Quels puissants intérêts étaient en jeu ? Quelles furent les causes profondes du conflit angoissant qui faillit jeter le monde dans la plus effroyable des guerres ?

Nous estimons que, d'une manière générale, la meilleure méthode pour la recherche des causes, en histoire, est l'analyse attentive de l'événement même qu'il s'agit d'expliquer et de comprendre.

Cet événement se déroule en ce moment même sous nos yeux [1] : le dépècement de la Tchécoslovaquie, *au nom du principe des nationalités*, à la fois par l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie. Le premier caractère du fait, c'est donc la puissance réalisatrice de la *fausse idée de race*. « Il n'y a pas de race », nous disent les anthropologistes [2]. « La race est une question de pur sentiment », a dit un jour Mussolini. C'est donc le *sentiment de race*, c'est-à-dire une force psychologique, beaucoup plus que la race elle-même, qui ne serait qu'un fait biologique, qui est ici, entre les mains des meneurs du jeu, un levier formidable servant à imposer à l'Europe stupéfaite la « révision des traités de 1919 ».

d'autres livres : *Traité du monde*, *Dioptrique*, *Météores*, *Géométrie*, et d'un court lexique.

Notons que cette édition porte l'*Imprimatur* de l'archevêché d'Albi.

[1] Nous écrivons ces pages le 3 novembre.

[2] Voir notre Causerie du 27 octobre.

En résumé, le fait à expliquer offre les caractères suivants :

1° C'est un triomphe de l'*Allemagne hitlérienne*. Sa première cause est donc ce qu'on appelle le « dynamisme allemand » enfanté par la dictature hitlérienne. Cette dictature elle-même est une violente réaction d'un grand peuple contre les humiliations de la défaite et contre les conditions douloureuses que lui imposa le traité de Versailles.

2° C'est un *recul* indéniable, pour ne pas dire une défaite, de la *prépondérance franco-anglaise*, consacrée par la victoire de 1918. Que l'on ergote tant que l'on voudra, il est sûr que le système de la *sécurité collective*, en d'autres termes la Société des Nations, a été mis en miettes. L'histoire dira sans doute qu'il n'a servi qu'à endormir les énergies anglaises et françaises, à faciliter le rapprochement italo-allemand d'une part et les intrigues soviétique d'autre part. La seconde cause de la catastrophe tchéco-slovaque est donc la décadence militaire du groupe franco-anglais, et plus particulièrement l'affaiblissement de la France en raison des luttes partisanes qui ont marqué la politique intérieure de notre malheureux pays.

3° C'est une application particulièrement frappante, de la part de Hitler et de son allié Mussolini, d'un principe qu'eux-mêmes n'admettent pas chez eux, mais qu'ils nous ont emprunté pour l'usage externe : à savoir, *le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*. Ni les Allemands, ni les Italiens n'ont le droit d'exprimer librement leurs opinions, leurs volontés, leurs désirs. Ni le peuple allemand, ni le peuple italien n'ont la libre disposition d'eux-mêmes. L'un et l'autre sont soumis à des dictatures absolues, exerçant des pouvoirs pratiquement sans limites. La vie de l'Allemagne, notamment, est celle d'un pays où toutes les libertés, même les plus sacrées telle que la liberté de conscience, la liberté religieuse, sont foulées aux pieds. Mais Hitler excelle à tourner contre les pays voisins les principes qu'il n'admet pas chez lui et qu'il rencontre chez eux. Toute la force conquérante de son action politique, avant 1933, a consisté à élever sa protestation passionnée contre le *Diktat* de Versailles ; il avait l'art de rapporter à ce *Diktat* toutes les infortunes allemandes, qui pouvaient fort bien s'expliquer autrement. Et depuis qu'il est arrivé au pouvoir, il ne procède lui-même qu'à coups de *Diktaten* autoritaires et violents. C'est de la même façon qu'il a su utiliser le principe qu'il nous a emprunté : *le droit des peuples à disposer d'eux-même*. Ce principe est donc la troisième cause des événements actuels.

En résumé : poussée belliciste hitlérienne en Allemagne, — décadence militaire de l'Angleterre et de la France, grisées par la victoire de 1918, chloroformées par la confiance dans la sécurité collective, et rongées par le pacifisme bolchéviste, — utilisation adroite d'un principe démocratique par des puissances antidémocratiques, — telles sont les trois causes essentielles de la catastrophe dont la Tchécoslovaquie est présentement la victime.

Ce dernier point a été fort bien mis en évidence par le P. Yves de la Brière dans son ar-

ticle d'Histoire religieuse du temps présent, intitulé : *Le Drame de la paix européenne*, dans les *Etudes* du 20 octobre : « C'est là, écrit-il, une péripétie nouvelle du *drame des nationalités*, qui aura dominé l'histoire politique et diplomatique, morale et spirituelle de l'Europe au XIX^e^ siècle, et plus encore au XX^e^. »

Le Moyen Age a connu des guerres féodales et des guerres religieuses. Les temps modernes ont été marqués par des rivalités dynastiques et nationales, dont la grande lutte entre la maison de France et la maison d'Autriche fut l'un des épisodes les plus considérables. L'époque contemporaine est remplie par le drame des nationalités, compliqué par celui des idéologies contraires. C'est au nom de la nationalité, appelée plus populairement par lui *la race*, que Hitler tient l'Allemagne sous son pouvoir, et c'est au nom de ce même principe qu'il vient de torpiller les traités de 1919.

Mais d'où vient le principe des nationalités lui-même ? Initialement, de la Révolution française. C'est elle qui fit appel « aux peuples contre les rois ». Cet appel revêtait l'aspect d'une véritable croisade. Les monarques en sentirent fort bien la puissance agressive. Ils durent s'appuyer sur leurs peuples pour résister à la Révolution, surtout quand elle s'incarna en un génie militaire comme celui de Napoléon. Les alliés de 1813, à leur tour, faisaient appel au peuple français contre l'usurpateur corse. Mais, au grand règlement international de Vienne, en 1815, les maîtres de la diplomatie européenne tracèrent de nouvelles frontières, en vertu de considérations de convenances personnelles ou d'équilibre de puissances, sans tenir aucun compte du principe des nationalités. Le *Diktat* de Vienne fit plus de mécontents que de satisfaits. Il devait être sapé et miné au nom même du principe foulé aux pieds. Ajoutez à cela que, dans les Universités européennes, le recul des préoccupations théologiques ou bibliques devait profiter au développement des recherches ethnographiques et linguistiques. Le *folklore*, la *langue*, les *sympathies* de civilisation, créèrent le *sentiment de race*, biologiquement faux. De très graves événements politiques, tels que l'émancipation de la Grèce, l'indépendance des populations balkaniques, l'unité allemande, l'unité italienne, ne furent que des applications du principe des nationalités. On sait que Napoléon III plaçait ce principe au premier rang de ses axiomes politiques. Au cours de la Grande Guerre, ce fut ce principe qui servit à disloquer l'empire austro-hongrois ; chaque nationalité aspirait à « vivre sa vie ». L'effondrement de la dynastie des Habsbourg est dû, en grande partie, à ce principe extraordinairement virulent Wilson lui donna une force nouvelle, en le traduisant par « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », qui semble découler directement de la notion même de démocratie.

La Tchécoslovaquie avait été l'une des bénéficiaires principales de ce théorème politique nouveau.

Pourtant, les traités de 1919 ont tenu compte d'un autre principe, venant corriger ce que le premier semble avoir de trop simpliste et de trop enfantin. Il ne suffit pas, déclare le sens commun, qu'une nationalité veuille être autonome, pour qu'elle soit *viable*. Or, la première condition pour vivre, c'est d'être *viable*, ce qui veut dire que des conditions économiques suffisantes soient réunies pour que l'Etat conserve son indépendance vis-à-vis des autres. La Tchécoslovaquie de 1919 comprenait donc des *minorités ethniques*. Elle avait vécu, durant des siècles, sous l'hégémonie de l'aigle bicéphale ; elle en avait souffert ; elle réclamait son autonomie depuis plusieurs décades. La victoire franco-anglaise de 1918 la lui apporta. Les vainqueurs ne prirent pas assez garde qu'elle allait faire, envers les minorités ethniques demeurées dans son sein, exactement ce qu'elle se plaignait que l'on eût fait envers elle avant la guerre. Le traité de Versailles crut suffisant d'inscrire dans son texte des clauses impératives en faveur des « minorités religieuses ou ethniques », dont du reste la France elle-même s'est bien gardée d'appliquer la teneur dans le domaine de l'enseignement libre. Quand on connaîtra bien les dessous du traité de Versailles, peut-être saura-t-on mieux les causes des illogismes qui s'y rencontrent si souvent.

Quoi qu'il en soit, la Tchécoslovaquie entra dans l'histoire, grâce au traité de Versailles. Elle a vécu vingt ans sans accrocs notables. Les difficultés qu'elle a pu rencontrer se sont retrouvées, et parfois plus fortes encore, en des pays issus de la Grande Guerre, mais où il ne s'agissait pas à proprement parler d'oppositions de races : ainsi en Yougo-Slavie où la Croatie ne se plaint pas au nom d'une différence ethnique. Les régions sudètes, au surplus, avaient fait partie de l'ancien royaume de Bohême et n'avaient jamais appartenu au Reich allemand. Il reste pourtant que les anciennes rivalités de races qui avaient constamment troublé la vie de l'empire austro-hongrois se retrouvaient maintenant au sein de la nouvelle République, et que ses dirigeants n'ont pas su ou pas voulu appliquer un remède qu'ils connaissaient pourtant bien : *l'autonomie régionale dans un cadre fédératif*.

Cette méconnaissance du danger aurait pu rester sans conséquence, si précisément un homme qui avait vécu au milieu de ces oppositions ethniques, qui avait partagé les haines de nationalités en Autriche-Hongrie, et pour qui la rage de l'humiliation allemande en face des Tchèques détestés prenait ses racines dans les souvenirs d'enfance et d'adolescence les plus puissants, Adolphe Hitler, n'était devenu le Führer, l'animateur, l'idole, le dieu des nationalistes allemands.

C'est que, pour lui, le *principe des nationalités*, devenu avec Wilson le *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*, n'est plus seulement une abstraction, un axiome juridique ou philosophique ; c'est une véritable religion, à laquelle il a donné toute son âme et toute sa vie.

« On ne doit pas oublier, a-t-il écrit dans *Mein Kampf* [3], que le *but suprême* de l'existence des hommes n'est pas la conservation d'un Etat : c'est *la conservation de la race*. Quand la race est en danger d'être opprimée, la question de légalité ne joue plus qu'un rôle secondaire. Dans ce cas, il importe peu que le pouvoir existant applique des moyens absolument lé-

[3] Traduction française, p. 101.

gaux, l'instinct de conservation des opprimés sera toujours la justification la plus élevée de leur *lutte par tous les moyens.* »

Pesez bien ces phrases, qui résument toute la doctrine politique de leur auteur, vous y trouverez ceci : la vie humaine a pour but suprême non le service de Dieu, non le salut personnel dans l'éternité, non le bien à faire à l'humanité, mais uniquement le triomphe *de la race*. Pour assurer ce triomphe, *tous les moyens sont permis ;* ce qui veut dire que tout ce qui y conduit est bon, et tout ce qui en détourne est mauvais, en sorte que le triomphe de la race est la base même de toute morale et de toute religion. Il s'ensuit que la légalité n'est rien en face des aspirations de la race, que la révolution est non seulement un droit, mais un devoir sacré, pour quiconque veut sauver la race.

C'est avec ces idées-là que Hitler a formé un parti révolutionnaire, qu'il est monté à l'assaut des institutions allemandes, qu'il y a opéré la révolution, qu'il en est devenu le maître. Mais, tout au long de sa jeunesse, il avait rêvé de réunir les Allemands d'Autriche à la Grande-Allemagne. Pouvait-il oublier ces autres ex-Autrichiens qu'étaient les Allemands des Sudètes ? Tout se tient dans les événements qui se sont déroulés au cours de cette année 1938. Le succès éclatant de l'*Anschluss* autrichien, en mars, ne pouvait être que le prélude de ce second *Anschluss* qu'a été au début d'octobre l'occupation du pays sudète.

L'opération s'est déroulée avec ses étapes logiques. Premièrement, une agitation se déchaîne au sein des pays convoités. Cette agitation est naturellement encouragée sous main, dirigée même et payée par le Reich. Elle aboutit à un appel à la protection du Reich. Le Reich déclare *urbi et orbi* qu'il ne saurait rester insensible aux souffrances de concitoyens opprimés. Dès lors, le gouvernement désigné comme oppresseur a beau faire toutes les concessions, il est battu d'avance. En vain fera-t-il appel aux secours extérieurs : il a contre lui le désordre croissant, les hurlements provoqués des soi-disant victimes, et par dessus tout le redoutable principe du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Le Reich au surplus a mis à pied d'œuvre ses forces militaires. Il aura gain de cause, ou l'Europe aura la guerre. Or, devant l'horreur de la guerre, le monde hésite !

La France est mise en cause triplement : en tant que signataire et auteur des traités de 1919, — en tant que membre de la Société des nations, gardienne de ces traités, — en tant qu'alliée de la Tchécoslovaquie, fortement armée elle-même et constituant, pour le dispositif français de défense, un point stratégique de premier ordre. Mais la France n'a cessé de descendre depuis 1919, tandis que l'Allemagne n'a cessé de monter depuis 1933. De capitulation en capitulation, elle a laissé grandir démesurément le potentiel militaire de sa redoutable voisine. Elle y a, du reste, plus ou moins été inclinée par l'attitude de l'Angleterre, dont le jeu de bascule fut si souvent, au cours des vingt dernières années, plus favorable à l'Allemagne qu'à nous-mêmes. Privée du concours italien par la faute du Front populaire, la France de 1938 ne pouvait plus tenir ses engagements, sans l'aide de ses alliés : Angleterre et Russie. — De la Russie, ne disons rien : elle a été audessous de tout, dans la dernière crise. Le conflit sino-japonais avait du reste déjà démontré son impuissance effarante, que le conflit espagnol avait en partie révélée. — Quant à l'Angleterre, les événements l'ont surprise en flagrant délit de réarmement. Elle n'était pas prête. Elle tenta de jouer le rôle de médiatrice. La mission de lord Runciman indiqua du moins sa volonté d'aller jusqu'au bout des possibilités d'accord pacifique. Un jeu serré se poursuivit entre l'Allemagne et l'Angleterre. Il aboutit seulement à cette conclusion : aucun accord pacifique n'est possible. Les Allemands des Sudètes, assurés de la protection du Reich et poussés par lui, ne cesseront plus de s'agiter. Le gouvernement tchèque a-t-il dès lors un avantage réel à vouloir maintenir par la force, et au prix d'une guerre effroyable, trois millions d'Allemands qui ne veulent plus vivre avec lui ? Non !

C'est cette certitude de lord Runciman qui semble avoir été le facteur décisif dans la suite des événements, telle que nous allons la résumer.

II

La crise s'ouvre le 12 septembre 1938, dans l'atmosphère surchauffée du Congrès national-socialiste de Nuremberg. En se rendant à ce Congrès, Hitler pouvait y apporter ou la paix ou la guerre. Il avait choisi la guerre. Quiconque a entendu à la Radio, même sans comprendre le sens des paroles, sa harangue passionnée et tonitruante, garde dans l'oreille l'horreur de ces rugissements qui semblent à chaque fois s'étrangler dans la gorge de l'orateur, s'y précipiter comme un torrent aveugle qui cherche une issue et se brise contre les rochers de ses rives. Oui, c'est bien toute l'âme de Hitler qui passe dans ces apostrophes violentes et insultantes contre le Dr Bénès, président de la République tchèque. Nous remontons aux temps homériques ; toutes les formes sont rejetées avec mépris. L'orateur oublie qu'il est chef d'Etat, qu'il se doit à luimême le respect de son rang, de sa dignité, de sa force. Il parle en habitué des meetings populaires. Il s'agit pour lui non de retenir la masse, comme c'est le rôle d'un homme d'Etat opposant la raison, la mesure, la modération aux instincts déchaînés ; mais au contraire de galvaniser une fois de plus une multitude qui, au fond, redoute la guerre, tremble qu'on ne la mène à l'abattoir, et qui du reste, au lendemain de Munich, manifestera avec enthousiasme sa joie de la paix reconquise !

Hitler, à Nuremberg, se fait le champion de rancunes séculaires, sans lesquelles on ne peut plus le comprendre. « Ici retentissent, écrit M. Pinon (*Revue des Deux Mondes*, 1er octobre), les échos de dix siècles d'histoire, la haine irréductible des Allemands contre les Slaves qu'ils ont, au cours des âges, massacrés, refoulés, opprimés, détruits ou assimilés. »

Notez bien que ce même Hitler n'admet aucun droit pour les minorités ethniques existant dans les limites de l'Allemagne ; bien plus, certaines

de ces minorités, — nous voulons parler des Juifs, — sont privées de tout droit. Notez encore que les Allemands des Sudètes jouissaient, sous le régime tchèque, de beaucoup plus de libertés qu'ils n'en auront sous le régime hitlérien : ils avaient la liberté de la presse, la liberté électorale, la liberté religieuse, etc. On verra bientôt ce qui restera de ces libertés, sous la poigne hitlérienne ! N'importe, dans son discours du 12 septembre, Hitler annonçait solennellement qu'il répondrait à l'appel de sa race, et il le faisait en ces termes décisifs :

« ...Si ces créatures martyrisées nous demandent de leur assurer leurs droits et de leur venir en aide, il en sera ainsi fait. Il faut que la situation de parias de ces hommes prenne fin... Dans mon discours du 22 février, j'ai déclaré devant le Reichstag allemand que le Reich n'admettra plus que l'on puisse continuer à opprimer ces trois millions et demi d'Allemands, et je prie les hommes d'Etat étrangers d'être convaincus que ce n'est pas là une simple phrase. »

Et encore : « Au cas où les démocrates seraient convaincus qu'il leur faut protéger par tous les moyens les oppresseurs des Allemands, cela aurait de graves conséquences. Je crois servir davantage la paix en ne laissant aucun doute à ce sujet... Je revendique la cessation de l'oppression de trois millions et demi d'Allemands en Tchécoslovaquie et demande qu'elle fasse place au droit de libre disposition. »

Ce dernier trait était adroit. Hitler vole aux démocrates un de leurs principes ; il veut les mettre dans leur tort, dès le début. Ce qu'il nomme, lui, « le droit sacré et supérieur de la race », les démocrates l'appellent « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. » Qu'ont-ils à lui répondre ? — Une seule solution était possible, logiquement : un plébiscite sur cette question : rattachement au Reich ou autonomie, — et plébiscite sous la protection d'une Commission internationale.

L'Illustration du 1er octobre a tracé le graphique de la fièvre européenne, du 12 au 27 septembre.

Le 12, aussitôt après le discours du Führer, des troubles violents éclatent dans les Sudètes. Le 13, Henlein, le chef de l'agitation sudète et le lieutenant payé de Hitler en toute cette crise, lance un ultimatum à Prague ; la fièvre monte à 80 % de chances pour la guerre, contre 20 pour la paix. Le 14, on apprend que M. Chamberlain a écrit à Hitler ; la fièvre baisse. L'Angleterre semble décidée à intervenir. M. Chamberlain tente une démarche presque sans précédent dans l'histoire. Il la tente en plein accord avec la France et sans doute à sa demande. M. Daladier a bien senti en effet que, dans la passion déchaînée de Hitler, entre, à côté du racisme, la haine antislave, la haine antifrançaise, la haine antidémocratique, le désir de faire sauter l'un des bastions de la défense française. Il sent aussi que l'intervention de l'Angleterre lie ce pays à notre cause. Et M. Chamberlain accepte de faire un geste étonnant, de se rendre auprès de Hitler, d'essayer de faire prévaloir le bon sens et la raison sur la passion et l'ambition. Il est d'autre part renseigné par les rapports de lord Runciman, qui estime qu'à la suite de l'ultimatum de Henlein on dérive vers la guerre, et que le seul moyen d'y échapper est d'obtenir la transformation de la Tchécoslovaquie en république fédérative, avec une très large autonomie pour les cantons allemands. Il est probable que c'est cela que Chamberlain apportait à Hitler, en venant le trouver, le jeudi 15 septembre, à Berchtesgaden. « Le monde haletant suit le vol de l'avion qui l'emporte vers Munich, accompagné de la bénédiction des peuples » (Pinon). Du coup la fièvre baisse à 25.

L'entrevue est courtoise et correcte. Mais Hitler a eu l'adresse de déjouer l'offensive de la paix. Pendant le court intervalle du vol d'avion vers Munich, Henlein, évidemment d'accord avec le Führer, a lancé une proclamation où il déclare que les Allemands de Bohême exigent leur incorporation immédiate dans la Grande-Allemagne. Du coup, la solution pacifique du fédéralisme et de l'autonomie des Sudètes se trouve dépassée. De fait, Hitler déclare à Chamberlain que, le 1er octobre, les troupes allemandes entreront dans le territoire sudète, si auparavant le gouvernement de Prague n'a pas cédé à l'Allemagne les districts où les élections du mois de mai (municipales) ont révélé une majorité allemande, et accordé l'autonomie aux cantons où existe une minorité discernable.

Aucune discussion proprement dite ne fut possible. Chamberlain rentra précipitamment à Londres. A cette nouvelle, la fièvre remonta au-dessus de 50. Pourtant, les jours suivants, à la nouvelle que Chamberlain devait consulter ses collègues d'abord, puis les ministres français, Daladier et Bonnet, et avoir ensuite une seconde entrevue avec Hitler, des lueurs d'espoir apparurent. On a du moins gagné du temps ; le spectre s'éloigne. La fièvre se tient au-dessous de 50 jusqu'au mardi 20.

Pendant que les cœurs s'orientent vers l'optimisme, le cabinet anglais pèse longuement les arguments de son chef, pour ou contre la guerre. Lord Runciman est nettement d'avis que la Tchécoslovaquie ne peut plus garder dans son sein une minorité allemande désormais rétive et surexcitée. Le dilemme est tragique : ou la guerre avec ses suites horrifiantes, une guerre à laquelle on n'est pas préparé à fond, — ou l'acceptation d'une séparation déjà à moitié faite. En cas de victoire, aura-t-on regagné les cœurs des Sudètes ? Ne vont-ils pas immédiatement faire défection et se jeter dans le camp ennemi ? Pourra-t-on, au prix de millions d'existences humaines, les ramener de force dans un consortium qu'ils répudient avec violence ?

Entre deux maux, il faut choisir le moindre. Chamberlain opta pour la paix. Il arracha le consentement de ses collègues (à l'exception de Duff Cooper, ainsi que l'avenir devait nous l'apprendre), puis celui de nos hommes d'Etat, Daladier et Bonnet, moyennant une garantie internationale accordée aux nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie. Ce fut le *plan franco-britannique*, débattu le 18 septembre, transmis à Prague le 19. Ajoutons que, pendant cette sorte d'accalmie, Mussolini prononçait chaque jour, en quelque ville du nord-est, un discours à la fois sibyllin et agressif, mais sous forme, pour ainsi dire, de monologue, en homme à qui personne ne deman-

de son avis, mais qui est bien résolu à ne pas se laisser oublier, ni par son allié, ni par les adversaires éventuels. La Russie, elle, se tait officiellement, mais lance ses troupes de propagande en faveur de la guerre, pour travailler ainsi à la révolution mondiale.

D'autre part, on apprend que la Pologne et la Hongrie épousent les revendications du Reich, dans le dessein de participer, elles aussi, à la curée, tandis que la Yougo-Slavie et la Roumanie avertissent la Hongrie qu'elles seront aux côtés de la Tchécoslovaquie.

Le 20 septembre fut un jour creux. La réponse de Prague se faisait attendre. La fièvre remonte au-dessus de 50, d'autant plus que le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères de Hongrie se sont rendus auprès du gouvernement allemand pour y faire admettre leurs revendications, et que la Pologne élève la voix de son côté. Il apparaît de la sorte qu'une quadruple alliance : Allemagne, Italie, Pologne, Hongrie, se dresse contre la Tchécoslovaquie, abandonnée par la Russie, et mollement soutenue par l'Angleterre et la France.

Le 21, détente, détente très sensible : on apprend que Prague a accepté formellement et sans réserve le plan dit franco-britannique. La guerre sera donc évitée. Le traité de Versailles, il est vrai, vole en éclats ; la Tchécoslovaquie se résigne à de douloureuses amputations. Mais elle aura du moins, à ce prix, la vie sauve. La position de l'Angleterre et de la France était radicalement fausse. Elles s'étaient faites, tout au long du XIX^e siècle, les championnes du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les auteurs du traité de Versailles eux-mêmes semblaient avoir compris le caractère imparfait de leur œuvre en insérant dans le traité une clause de révision. Seul le mode de cette révision avait, pour les puissances démocratiques, un aspect humiliant. On avait l'air de les prendre en flagrant délit d'antidémocratisme, c'est-à-dire de manque de droiture et de logique !

Comme l'avait dit Hitler dans *Mein Kampf*, le droit des peuples l'emportait sur le droit des Etats !

Pourtant, observe très justement M. Pinon *(Revue des Deux Mondes*, 15 octobre),

« le droit de « libre disposition » est faussé quand, à la notion de peuple, on substitue celle de race, à un principe de liberté un principe d'autorité. Il est faussé quand un petit nombre d'agitateurs subventionnés, armés et excités par un grand Etat voisin, arrivent, à force de propagande et de manifestations, à donner aux revendications des populations un caractère de violence. Il en a été ainsi dans l'affaire des Sudètes qui, il y a peu d'années, ne réclamaient qu'un traitement égal et qui auraient été satisfaits d'une autonomie administrative, dans le cadre de l'Etat tchécoslovaque, qui ne les a ni « tyrannisés » ni « exterminés », et dont beaucoup, avant qu'il soit longtemps, regretteront les lois libérales. »

La grande erreur du gouvernement tchèque était de ne pas avoir réalisé à temps l'autonomie, et celle de ses amis de ne pas l'y avoir invité.

Le 22 septembre au matin, l'Europe est au calme : 20 de fièvre seulement. Pour la seconde fois, « le messager volant de la paix », M. Chamberlain, est parti pour l'Allemagne. La rencontre avec le chancelier a lieu à Godesberg, sur le Rhin, à 40 km. en amont de Cologne.

Que fut cette seconde entrevue ? Le P. de la Brière la caractérise en deux mots : « toujours correcte et courtoise ». Mais d'autres versions ont circulé, que semble accréditer la suite des événements. Voici en quels termes la *Revue hebdomadaire* du 15 octobre (p. 243) rapporte, sous toutes réserves, le récit qui en est fait par un « témoin » se prétendant bien informé :

« A Godesberg, le Führer-Chancelier tapait du poing très fort sur la table des délibérations. M. Chamberlain, très calme, se tourne vers l'interprète : « Monsieur l'interprète, voulez-vous dire à M. le chancelier que je suis un vieil homme, que les coups de poing me font mal, et que je craindrais, s'il continue, de perdre le sang-froid, le calme dont j'ai besoin pour cette conversation difficile ? C'est pourquoi je préfère me retirer et la poursuivre par écrit... » Légèrement décontenancé, Hitler aurait murmuré quelques mots de regret, et se tournant vers l'interprète : « M. l'interprète, voulez-vous dire à M. le premier ministre qu'il n'est pas possible, devant lui, de supposer que j'ai affaire à un vieil homme, et que, si je me laisse emporter... » — « J'excuse la jeunesse,... » aurait alors coupé court M. Chamberlain en se levant pour prendre congé. »

Peut-être est-ce là de l'histoire romancée ou, si l'on veut, un brin de légende. Mais une chose est sûre : c'est que l'on apprit durant la journée du vendredi 23 septembre, que les pourparlers entre les deux hommes d'Etat étaient interrompus, que Chamberlain réclamait des précisions écrites. La fièvre grimpait à 95.

Le 24 septembre, mobilisation partielle en France. Dans tout le pays, les départs de réservistes jetaient un profond émoi ; mais la nation demeurait calme et résolue. Dans la matinée, Chamberlain quittait Godesberg porteur d'un « memorandum allemand » que l'on devrait bien plutôt appeler un *ultimatum*, car il précise que si, le 1^{er} octobre, la cession des territoires revendiqués n'est pas accomplie, les troupes allemandes entreront en Tchécoslovaquie.

L'Angleterre et la France acceptent bien de transmettre ce menaçant memorandum, mais se refusent à prendre l'odieux d'une recommandation à la Tchécoslovaquie de s'y soumettre. De fait, Prague semble se cabrer. La mobilisation générale est décrétée, bien que le gouvernement de M. Bénès offre à la Pologne de discuter avec elle la question de Teschen. La *Home Fleet* anglaise quitte l'Ecosse pour une destination inconnue. C'est la « psychose de guerre » qui semble prévaloir partout. A partir du dimanche 25 septembre, on peut dire que la fièvre, qui avait légèrement baissé le 23, remonté le 24, reste en plateau à 95 chances % du côté de la guerre.

A Londres pourtant, les ministres délibèrent. Le 25, MM. Daladier et Bonnet sont retournés en avion dans la capitale britannique. Le lundi 26, le général Gamelin vient les rejoindre. Dans la matinée, on apprend que le président Franklin Roosevelt, des Etats-Unis, a adressé un message de paix aux quatre chefs des gouvernements de France, Angleterre, Allemagne et Tchécoslovaquie. Trois de ces gouvernements lui répondent

avec empressement ; seule l'Allemagne diffère sa réponse, et cela paraît de mauvais augure. M. Chamberlain cependant, d'accord avec ses collègues et avec les deux ministres français, envoie, par sir Horace Wilson, un message personnel à Hitler. On apprend que le Parlement anglais est convoqué, en session extraordinaire, pour le mercredi 28. Le lundi soir, à 20 heures, Hitler prononce ou plutôt « rugit » un discours à Berlin. Il y accable de sarcasmes les Tchèques et M. Bénès ; il leur lance un nouvel ultimatum. Et pourtant, comme il prodigue les phrases lénitives pour l'Angleterre, la France, la Pologne, la Hongrie, l'Italie surtout et son *Duce*, on a l'impression que toute cette violence verbale a surtout pour but d'encourager ses troupes et ses alliés, d'impressionner ses adversaires, sans couper définitivement les ponts. Il reste donc quelques lueurs d'espérance ; en particulier, l'Italie semble nettement inclinée vers la paix. A la suite du discours du Führer, Chamberlain renouvelle son espoir d'un règlement pacifique.

« La situation, écrit M. Pinon, est donc très nette : Prague accepte la cession des territoires allemands, mais rejette le memorandum de Godesberg. Si M. Hitler veut la guerre, les troupes allemandes entreront en Tchécoslovaquie. Le 27, sir Horace Wilson, qui avait porté à Berlin la nouvelle communication de M. Chamberlain, rapporte la réponse : le Führer est résolu à agir dès le lendemain 28 ; mais au fond, il espère qu'avant ce moment fatidique quelque intervention se produira. »

En réalité, sir Wilson était revenu sans réponse : le Führer lui avait seulement dit qu'il la ferait parvenir lui-même. Et il ne pouvait que communiquer à M. Chamberlain sa conviction personnelle, à savoir, que la mobilisation allemande serait publiée le 28. La nouvelle fut aussitôt transmise à Paris. « Si l'Allemagne mobilise, la France en fera autant », répliqua aussitôt M. Daladier. C'est ainsi que se répandit le bruit d'un ultimatum lancé par l'Allemagne à la Tchécoslovaquie, bruit qui fut démenti par l'agence *D. N. B.* En fait, il n'y eut point d'ultimatum, point d'ordre de mobilisation allemande ; mais au moment où Hitler avait reçu sir Wilson, son intention était bien de lancer l'un et l'autre, le mercredi, à 14 heures.

Le mardi soir à 20 h., les habitués de la Radio prêtèrent l'oreille à un message de M. Chamberlain. L'accent était grave et triste, la voix un peu monotone. Quel contraste avec les clameurs furibondes du Chancelier-Führer ! C'était bien alors comme deux mondes qui s'affrontaient, et nous n'hésitons pas à dire que Chamberlain, à cette heure, représentait la civilisation chrétienne, en lutte avec la civilisation de la violence. « Je suis prêt, disait-il, à avoir avec le chancelier Hitler une troisième entrevue, mais je ne vois pas, pour l'instant, d'autre moyen utile de médiation. »

Le soir même, vers 23 heures, un avion spécial (car l'avion a joué, dans cette crise, un rôle de tout premier plan) apportait la réponse du Führer au message porté par sir Horace Wilson. En possession de cette réponse, le Premier anglais reprenait courage. Il télégraphiait à Hitler, en lui proposant de le revoir soit en tête-à-tête, soit dans une conférence élargie, avec les représentants de l'Italie, de la France et de la Tchécoslovaquie.

Dans le même temps, M. Bonnet, à Paris, voyait l'ambassadeur des Etats-Unis et sollicitait un second message de M. Roosevelt. Ce message, parti de Washington le mercredi 28 à 3 heures du matin, heure française, suggérait la réunion d'une conférence internationale, ce qui confirmait l'offre de Chamberlain. Mais M. Bonnet, dont les initiatives furent aussi hardies qu'avisées, en plein accord du reste avec le président Daladier, ne s'en tenait pas là : il télégraphiait, à 1 h. du matin, à notre ambassadeur M. François-Poncet de voir au plus tôt le Führer et de lui faire connaître que s'il consentait à n'occuper que par étapes le territoire des Sudètes, déjà cédé en principe par le plan franco-britannique du 19, accepté par Prague, il se faisait fort d'obtenir l'acquiescement de la Tchécoslovaquie. L'audace était grande de sa part, car il n'avait pu informer Prague de son offre. Mais il estimait avec raison qu'il était absurde de faire la guerre pour une question de procédure dans une cession de territoires décidée en principe.

Enfin, à 2 h. 40, — car personne ne dormit, dans les chancelleries, — M. Bonnet songeait à faire intervenir l'Italie. Mais nous n'avions pas d'ambassadeur à Rome ! La faute à qui ? Tout le monde le sait, en France ! Il fallut donc recourir à Londres, prier lord Halifax de charger lord Perth de faire auprès du *Duce* une démarche pressante. Dans la matinée du 28, lord Perth voyait le comte Ciano, qui avertissait Mussolini. Heureux de jouer un rôle décisif dans ce drame passionnant, et au fond désireux de la paix, le *Duce* acceptait immédiatement de fournir son concours.

« Avant midi, dit l'*Illustration* du 8 octobre, M. François-Poncet était reçu par Hitler, à qui il soumettait la proposition française. Pendant leur entretien, le téléphone retentit : c'était M. Mussolini. Le Führer conversa avec lui un bon quart d'heure. Après cet entretien, il paraissait moins intransigeant. « Alors, lui demanda M. François-Poncet, dois-je dire à mon gouvernement que vous refusez ? — Je ne dis pas cela, répondit-il, je vous ferai connaître bientôt ma décision. »

Comme M. François-Poncet quittait la chancellerie, l'ambassadeur anglais y arrivait à son tour. A 14 heures, notre représentant était convoqué par M. von Ribbentrop, qui lui disait : « Voulez-vous demander à M. Daladier s'il veut venir demain à Munich, pour une conférence à quatre ? » Sans retard, M. François-Poncet téléphonait à M. Bonnet, qui avertissait M. Daladier. Celui-ci acceptait la proposition allemande.

A 16 heures, l'invitation du Führer devenait officielle. Bientôt la nouvelle de la conférence de Munich se répandait comme une traînée de poudre. Les nuages s'effilochaient à l'horizon, la joie et l'espérance rentraient dans les cœurs.

La nouvelle de l'invitation allemande se présenta à Londres dans des circonstances particulièrement émouvantes. La Chambre des Communes était en séance et, devant un auditoire haletant, M. Chamberlain, reprenant depuis ses origines la question tchécoslovaque, exposait ses efforts pour sauver la paix. Soudain, sir John

Simon, mandé quelques instants auparavant au Foreign-Office par lord Halifax, revient dans la salle des séances. Il tend un papier au Premier ministre. Chamberlain interrompt son discours pour y jeter un coup d'œil. Toute l'assemblée est anxieuse. C'est l'invitation à la Conférence de Munich qui arrive : M. Chamberlain la lit, avec une indicible émotion ; les ovations éclatent.

Le lendemain, les deux présidents du Conseil de France et d'Angleterre se rendaient séparément, par la voie des airs, au rendez-vous de l'Allemagne. M. Mussolini était parti la veille au soir par train spécial. La ville de Munich était en fête. Car, ne l'oublions pas, la population allemande n'était pas moins anxieuse que le reste de l'Europe, et le Führer le sentit bien d'après les acclamations qui ne furent pas ménagées aux représentants des puissances étrangères.

« A midi 45, dit l'*Illustration*, débuta la conférence proprement dite, dans une grande salle garnie de gobelins et de meubles modernes, en bois clair. Les quatre chefs de gouvernement étaient assis en cercle, devant une cheminée monumentale, sans qu'aucun d'eux assumât d'une façon quelconque la présidence. Le chancelier Hitler s'exprimait en allemand, M. Chamberlain en anglais, M. Daladier en français, et M. Mussolini alternativement dans l'une ou l'autre de ces trois langues. La conférence fut suspendue à 15 heures, pour permettre aux délégations de déjeuner... La séance, reprise à 16 h. 30, fut suspendue à nouveau à 20 h. 20, pour le dîner, et recommenca à 22 heures. Enfin, à 1 h. 35, on apprenait qu'un accord avait été réalisé, au bas duquel avaient été apposées les quatre signatures du chancelier Hitler, de M. Neville Chamberlain, de M. Daladier et de M. Mussolini. »

Alors, peut-on dire sans emphase aucune, le monde respira !

III

Dans la soirée du 29, alors que les quatre étaient en conférence, la voix du Souverain Pontife se fit entendre à la Radio, une voix brisée par l'émotion et comme entrecoupée par les sanglots. Et le pieux vieillard offrait sa vie pour le salut de la paix :

« Indiciblement reconnaissant des prières qui ont été faites ou sont faites par les fidèles du monde catholique tout entier, cette vie, qu'en considération de tant de prières le Seigneur Nous a concédée et comme renouvelée, Nous-même l'offrons de tout cœur pour le salut et la paix du monde : soit que le Seigneur de la vie et de la mort veuille mettre un terme à l'inestimable don d'une vie déjà longue, soit qu'Il veuille prolonger encore la journée de labeur de l'Ouvrier affligé et fatigué. »

La supplication du pape, fut entendue. Le jeu des causes secondes ne doit pas nous faire oublier l'intervention de la Providence divine, Cause première de tous les événements humains et que nos faibles prières atteignent dans l'infini !

Mais en quoi l'accord de Munich, mis en exécution à partir du 1er octobre, a-t-il apporté à la Tchécoslovaquie un allégement quelconque au dur sacrifice qui lui était demandé ?

« La réponse, dit le P. Yves de la Brière, est donnée avec beaucoup de soin, en date précisément du 1er octobre, par l'*Osservatore Romano*, qui, dans le commentaire quotidien de cette négociation plus qu'épineuse, aura su faire preuve d'une objectivité exemplaire. Le journal de la Cité du Vatican signale jusqu'à neuf points où existe, dans les nuances, une atténuation nullement dépourvue d'intérêt. Les différences reviennent surtout à introduire un contrôle international, une garantie internationale, de la part de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie, en des matières où l'Allemagne aurait voulu tout régler face à face avec la Tchécoslovaquie toute seule. En outre, des ménagements et ajournements diplomatiques viennent corriger la rudesse humiliante d'opérations qui auraient pris autrement l'allure d'exécution par voie purement policière. Ce qui n'avait pu être obtenu à Godesberg l'aura été finalement à Munich. »

Evidemment, c'était encore peu de chose. Mais justement, quelle aberration n'eût-ce pas été de faire la guerre pour un si faible écart dans les points de vue !

Au premier abord, l'Europe ne vit que la paix sauvée. Les négociateurs de Munich furent accueillis, à leur retour, par des ovations indescriptibles et en tout cas significatives. Il semble même, si l'on en juge par le ton du discours de Sarrebrück, du dimanche 9 octobre, que le Chancelier allemand y ait discerné comme un obscur reproche de son peuple. Ce qui pourrait le donner à croire, c'est l'irritation affichée dans les sphères officielles envers le télégramme de félicitations adressé au Führer, au nom de l'épiscopat allemand, par le cardinal Bertram, archevêque de Breslau. Cette dépêche était ainsi conçue :

« Le haut fait *(Grosstat)* de la mise en sûreté de la paix, en Europe, fournit à l'épiscopat allemand l'occasion d'exprimer respectueusement ses félicitations et sa reconnaissance, au nom de leurs diocésains de toute l'Allemagne, et de prescrire une solennelle sonnerie de cloches pour dimanche. »

La mention de la conservation de la paix et l'omission de la conquête du pays sudète furent ressentis autour du Führer comme une sorte d'injure !

Et pourtant, la déclaration suivante fut lue dans toutes les chaires allemandes catholiques :

« Dieu a entendu la prière de toute la chrétienté pour la paix. Par sa grâce et par les efforts inlassables des hommes d'Etat responsables, la terrible épreuve de la guerre a été épargnée à notre patrie et à l'Europe. Dans un sentiment de profonde reconnaissance, nous louerons Dieu maintenant par la prière et par le chant d'un *Te Deum*, de nous avoir, par sa bonté, conservé la paix, une paix qui en outre a assuré au Reich l'accession *(Anschluss)* de nos compatriotes les Allemands des Sudètes. » (Texte dans *Schœnere Zukunft* du 16 octobre).

On serait curieux de savoir si la mention de l'*Anschluss* des Sudètes, dans la formule lue en chaire, n'a pas été ajoutée après coup, sur les injonctions du gouvernement que la dépêche du cardinal Bertram avait si profondément irrité.

Nous verrons tout à l'heure que, du point de vue spirituel et catholique, les formidables agrandissements du Reich ne peuvent qu'être déplorés. Il est clair en effet que la double annexion de l'Autriche d'une part, du pays sudète d'autre part, constitue pour le racisme un succès extérieur qui semble confirmer la haute valeur du principe même au nom duquel il a été obtenu,

C'est ce que le chroniqueur des *Etudes* a fort bien remarqué :

« Il faut noter, dit-il, une importante différence entre l'*interprétation des accords de Munich* telle qu'elle est donnée couramment en Allemagne et la nôtre. Chez nous et en Angleterre, on dit : « Nous avons cédé, parce que l'agitation au pays des Sudètes avait *en fait* créé une situation impossible et soulevé un problème dont la solution équitable et juridiquement juste ne valait pas une guerre européenne, qui aurait détruit la Tchécoslovaquie [4]. Les Allemands, dans leurs journaux et leurs discours, prétendent qu'ils avaient *un droit* strict sur les Sudètes et que la guerre, s'ils l'avaient faite, aurait été une guerre sainte, non pas seulement parce que les Sudètes désiraient, en majorité, être rattachés au Reich (c'est-à-dire au nom du droit de libre disposition), mais *parce qu'ils appartiennent à la race allemande.* »

La nuance est très appréciable. Il semble que l'on n'ait pas assez vu l'équivoque sur laquelle s'est déroulée la crise. Aux démocraties, le national-socialisme disait : « Selon votre principe, les Sudètes ont le droit de disposer d'eux-mêmes. Donc, vous ne pouvez les empêcher de se rattacher à la Grande-Allemagne ». Aux Allemands, le discours était autre : « Tout ce qui est Allemand est à nous. Même si les Sudètes ne voulaient pas être rattachés à nous, c'est notre devoir de les faire entrer, de gré ou de force, dans la grande famille raciale allemande. Et ceux des Sudètes que le marxisme a intoxiqués au point de leur faire redouter ou renier l'*Anschluss*, peuvent et doivent, eux aussi, être incorporés de force dans les cadres allemands. »

On imagine aisément d'autres applications redoutables de cette doctrine, par exemple en Suisse allemande !

En un mot, le résultat le plus grave des événements qui viennent de se dérouler, c'est le triomphe apparent d'une religion nouvelle, d'un droit nouveau, devant lequel tous les autres droits s'effacent : le *droit de la race*.

IV

L'exemple de ce qui s'est passé en Autriche autorise, pour l'avenir du catholicisme dans les régions récemment annexées ou en cours d'annexion, toutes les craintes. Sans doute, à lire la revue catholique autrichienne *Schœnere Zukunft*, il serait difficile d'avoir le moindre soupçon de la gravité des événements qui se déroulent depuis plusieurs mois dans l'ancienne Autriche. Et ce silence même du grand organe catholique, ce silence effarant et proprement incroyable, n'est qu'un signe de plus de la pesanteur du joug qui est désormais imposé à l'Eglise de cet infortuné pays. Le bâillon est sur les bouches. Il est défendu de parler, défendu de se plaindre, défendu de gémir et de pleurer ! Il n'est plus permis que de prier tout bas. C'est l'Eglise aux catacombes.

C'est ainsi que dans le n° du 9 octobre de *Schœnere Zukunft* la suppression de la Faculté de théologie de Salzbourg était annoncée sous cette forme incolore : « La Faculté de théologie de Salzbourg a été supprimée. Elle s'était seule maintenue de l'Université de Salzbourg, fondée en 1623 par l'archevêque Paris Lodron, mais dissoute en 1810 ». Et c'est tout ! Pas un mot des raisons de la mesure, pas un mot de l'attribution des biens de la Faculté dissoute, ni des conséquences de sa disparition, pas plus du reste que des efforts accomplis pour la sauver.

A plus forte raison, l'on ne trouverait en cette Revue aucune mention (et même aucune allusion) des graves incidents de Vienne, dans les premiers jours d'octobre, ni du conflit qui s'en est suivi entre Berlin d'une part et l'archevêque de Vienne, soutenu par le pape, d'autre part.

Mais nous trouvons dans les *Etudes* du 20 octobre, sous la plume de M. Pierre Scey, un article daté du 1^er^ octobre, intitulé : *L'Eglise d'Autriche dans la Tourmente. L'Epreuve de la fidélité.*

L'auteur commence par nous fournir une garantie de son exactitude :

« Nous avons eu l'occasion, écrit-il, de passer quelques semaines en Autriche, dans le courant de septembre : dans ce pays, qui vient de perdre, avec son visage familier, jusqu'à son nom devenu suspect, les inquiétudes de l'Europe étaient ressenties avec une acuité tragique. Les âmes les plus fidèles y vivaient partagées entre deux angoisses : celle du paganisme où menace de s'abîmer tout ce qui est cher aux vrais croyants, et celle de l'imminence d'une catastrophe aux frontières de la Tchécoslovaquie. Tout contribuait à faire redouter une guerre prochaine. Le rappel de nombreux combattants de la Grande Guerre, la réquisition des chevaux et des vivres dans la campagne, les ordres précis d'évacuation au premier signal, le passage incessant des trains chargés de troupes et de matériel venant d'Allemagne, la destruction de plus de quarante villages, à la frontière de Linz et de Vienne, pour faire place à des terrains d'aviation et à une ligne fortifiée, base éventuelle d'une offensive, la propagande massive pour l'achat immédiat du masque à gaz ; enfin l'attente fiévreuse des discours de Nuremberg et de leurs suites..., il en fallait moins pour secouer les nerfs d'une population déjà ébranlée et donner consistance aux rumeurs les plus affolantes. Le symptôme le plus grave nous a semblé peut-être la facilité avec laquelle trop de mécontents accueillent désormais l'idée d'une catastrophe européenne comme la délivrance d'un cauchemar trop pesant, ou l'occasion propice d'une revanche contre un régime impitoyable, qui fait tout ployer sous la peur d'une police omnipotente. »

Que l'on veuille bien noter cette dernière remarque : elle va loin. Mais il ne faut pas non plus aller trop vite. La persécution raciste et religieuse est beaucoup moins sensible dans les campagnes que dans les villes. Il en est qui regardent ce mal comme passager et inévitable, mais sans grande importance. Par ailleurs, le chômage a reculé très vite. La propagande nazie tire de là un argument très fort. Une jeu-

[4] C'est ce que lord Halifax a fort bien expliqué, dans un grand discours qu'il a fait à Edimbourg, le 24 octobre : « Il était difficile, pour le peuple britannique, qui avait défendu ce principe (du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes) sous une forme ou sous une autre, dans presque toutes les parties du monde, de rejeter cette revendication... (D'autre part), c'est un fait que personne n'a jamais nié qu'aucune guerre, ni les efforts conjugués de la France, de la Russie et de nous-mêmes, ralliant à notre cause tous les autres pays qui auraient pu se joindre à nous, n'auraient pu sauver la Tchécoslovaquie d'une destruction plus terrible et plus complète que les sacrifices qui ont été exigés d'elle, si grands soient-ils. »

nesse embrigadée et dressée à la violence vient renforcer l'activité de la police.

M. Pierre Scey a borné son enquête au domaine religieux. « Les confidences les plus autorisées ne nous ont pas manqué », assure-t-il. On se souvient de l'étonnement douloureux que nous avions marqué ici-même à la suite des déclarations de Mgr Waitz, archevêque de Salzbourg. Ces déclarations n'étaient, paraît-il, qu'un accès compréhensible de mauvaise humeur, en face des critiques d'une partie de la presse catholique étrangère, au sujet d'une prétendue démission de l'épiscopat autrichien. M. Scey reconnaît, du reste, que cette humeur s'était exprimée d'une façon pour le moins fâcheuse : — « Hélas ! dit-il, les deux articles parus en juin dans la *Schœnere Zukunft* ne pouvaient guère contribuer, par leur ton même, à faciliter cette sérénité et à dissiper l'impression de scandale causée — en Autriche et en Allemagne, non moins qu'à l'étranger — par la déclaration de mars des évêques autrichiens. »

Soyons justes et charitables, cependant. Les conditions dans lesquelles l'épiscopat autrichien avait eu à prendre des décisions étaient trop peu connues du public, trop délicates et trop graves pour qu'un jugement équitable pût être porté à son sujet. De quoi s'agissait-il donc ? Aux yeux des évêques d'Autriche, il fallait à tout prix conjurer la dévastation impitoyable de l'Eglise exposée sans défense à des instincts déchaînés de revanche.

« On ne combat pas une avalanche ! » Tel fut le *leit-motiv*. Le plus sage sembla alors aux évêques de « travailler à sauver ce qui pouvait être sauvé. » Ils crurent que la « politique du ralliement », pratiquée trop tard, il y a cinquante ans, par le clergé français, était la plus sûre. Le Führer lui-même avait donné des assurances formelles au cardinal Innitzer ; le gauleiter Burckel avait confirmé ces promesses. Il était permis de penser qu'une ère nouvelle s'ouvrirait non seulement pour les rapports du racisme et du catholicisme en Autriche, mais pour l'Eglise d'Allemagne elle-même.

L'épiscopat autrichien ne pouvait croire à une duplicité si perfide de la part des hautes autorités nationales-socialistes. C'était méconnaître la virulence du racisme, son caractère intime de fanatisme religieux foncièrement inapte à la tolérance et à la justice. La conclusion de l'entretien entre le Führer et le cardinal de Vienne avait été si nette, en apparence : « L'Eglise n'aura pas à se repentir, si elle s'entend avec l'Etat. »

« *Si elle s'entend !...* » Mais quel serait le prix de cette entente, voilà ce qui n'était pas précisé. Et voilà ce qui peut, à la rigueur, permettre à Hitler de dire qu'il n'a pas manqué à ses promesses, puisqu'elles sont restées au conditionnel et voilées de prudents sous-entendus ! Que l'on crie au machiavélisme ! Mais pouvait-on attendre autre chose de ceux qui avaient traité comme on sait le Concordat entre l'Allemagne et le Vatican ?

« On nous a misérablement trompés, s'écrient aujourd'hui les victimes. L'Allemagne venait à nous comme une mère à ses enfants ; nous savons maintenant ce que cela signifie. La haine du national-socialisme, égale à celle du communisme, s'est ici déchaînée sans retenue contre l'Eglise. On veut faire de l'Autriche un champ d'expérience, pour voir jusqu'où peut aller l'anéantissement du christianisme. Cela ne peut plus durer. On ne répond même plus à nos protestations incessantes. Il faudra bien en venir à la lutte ouverte. Les évêques ont été loyaux et confiants. On les a systématiquement abusés. Il faut qu'on le sache !... »

Ainsi, non seulement les concessions de l'épiscopat autrichien, ses empressements qui avaient tant surpris les catholiques de tous les pays, son loyalisme volontairement porté jusqu'aux extrêmes, n'ont rien sauvé. Mais tous les affronts, tous les outrages, toutes les injustices ont frappé l'infortunée Eglise d'Autriche. Les laïques les plus dévoués à l'Eglise et au régime précédent ont été traités en criminels, leurs familles jetées dans la misère, leurs personnes exposées à tous les attentats et à tous les châtiments. Dans les camps de concentration, où on les a entassés, tout secours religieux leur est refusé. Le meurtre politique a été glorifié. Les assassins de Dollfuss sont devenus des héros donnés en exemple à la jeunesse nazie d'Autriche et d'Allemagne. Les non-aryens ont été pourchassés au point qu'un grand nombre n'ont cru pouvoir trouver de refuge que dans le suicide (il y en a eu plus de 5.000 à Vienne seulement, en quelques mois). La charité elle-même envers les malheureux est interdite et se voit paralysée par la crainte !

« De cette démission de la charité, dit M. Scey, ...on ne parle à Vienne qu'à mi-voix, d'un accent angoissé par la honte. Mais nous avons recueilli des confidences si pressantes que nous nous sommes promis de faire appel à la charité catholique : il y va de l'honneur de l'Eglise, qui ne connaît pas les barrières de races et de frontières et qui ne peut, sans se renier, rester indifférente à la supplication de si tragiques détresses. »

L'Eglise elle-même a été dévastée avec la rage froide des démolisseurs. Le Concordat est lettre morte. La nouvelle législation du mariage est un défi brutal aux lois canoniques. La propagande en faveur de l'apostasie officielle a usé de tous les moyens ; les sorties de l'Eglise catholique furent considérées comme le grand moyen de montrer sa fidélité au parti national-socialiste. L'école chrétienne agonise. La Faculté de théologie des Jésuites d'Innsbruck a été supprimée d'un trait de plume ; on a vu plus haut qu'il en a été de même de celle de Salzbourg. La plupart des petits séminaires ou collèges épiscopaux ont été confisqués, à commencer par celui de Mgr Waitz. On a retiré à tous les collèges catholiques la reconnaissance de droit public et on en tarit le recrutement, en interdisant de recevoir des élèves nouveaux ; c'est la mort à brève échéance. Du reste, des décrets individuels ont déjà fermé de nombreuses maisons d'éducation et jeté dans la misère de nombreuses Congrégations enseignantes. Toutes les associations catholiques ont été dissoutes et les bibliothèques populaires confisquées par le Parti. Même les œuvres de pure charité sont soumises au contrôle méfiant de l'Etat. L'Eglise n'a pas même le droit de se plaindre, car on la tient sous la menace de procès de devises ou de moralité ou de suppression des traitements.

Par ailleurs, la haine contre le pape déborde partout en insultes grossières et souvent infâmes :

« Le pape nie la vérité divine, clament les organes du Parti. Mais la vérité divine, dont Hitler et Mussolini sont les hérauts, est cependant plus puissante que l'aveuglement du vieillard du Vatican, semblable au grand-prêtre de l'Ancienne Loi. »

Par une habileté plus perverse encore, on a essayé d'enrôler, en faveur de la politique de l'Etat, des transfuges du catholicisme. Un religieux, le Dr Brettle, a accepté d'expliquer, dans une revue viennoise, la *Katholische Aktion*, ce qu'était le véritable national-socialisme, tel qu' « il avait appris à le connaître et à l'aimer ». Et il ne craignait pas de le définir ainsi : « Ordre, service du peuple, honneur, fidélité, travail, vertu, esprit de sacrifice pour l'idéal de la nation, qui ne peut trouver son expression que dans les valeurs du sol et du sang. » Et il concluait triomphalement : « Ce sont là des valeurs purement chrétiennes. »

On sait que le grand journal catholique d'Europe centrale autrefois était la *Reichspost*. Actuellement son directeur, le Dr Funder, est, selon l'expression atroce des nazis, « en villégiature à la station estivale de Dachau », — c'est-à-dire au camp de concentration, cette sorte de bagne des régimes totalitaires ! — La *Reichspost* vient d'être rachetée par le fonds de propagande nationale-socialiste. Elle est l'organe officiel de la « Communauté de travail pour la paix religieuse », dont le secrétaire est un prêtre, l'abbé Johann Pircher, et qui cherche à rallier le clergé au régime hitlérien. Dans son n° du 12 juillet dernier, la *Reichspost* a publié le programme de cette « Communauté de travail ». En voici quelques passages :

« La première condition de la paix religieuse est la proclamation constante de dévouement à la communauté du peuple, au Führer et au nouveau Reich allemand, dont nous ne voulons plus nous laisser séparer. Faites paraître dans toutes vos actions et vos paroles cette volonté de fidélité. Portez toujours publiquement la croix gammée. Faites prier pour l'Allemagne, notre patrie, et pour notre Führer ; dans vos prédications, rappelez ses actes décisifs pour l'honneur de Dieu et pour la foi, sa lutte victorieuse contre le bolchévisme et la franc-maçonnerie, son combat pour la paix du monde. Exposez à votre paroisse l'exemple qu'il donne de l'oubli de soi et combien dans toutes ses actions il se sent un instrument des volontés du Tout-Puissant... Ce qui importe, c'est la nécessité de se placer partout, en chaire, à l'école et dans la vie publique, du côté du Mouvement et de donner un témoignage direct et loyal de fidélité au peuple, au Reich et au Führer... C'est notre peuple allemand, que nous avons reçu de Dieu avec mission de le servir ; c'est notre grande patrie allemande, vers laquelle nous avons si longtemps soupiré ; c'est notre Führer à nous tous, envers qui nous avons l'obligation d'être reconnaissants pour tant de bienfaits !... »

Les partisans de l'abbé Pircher sont quelques douzaines de prêtres. Ils ont déjà jeté le désarroi dans bien des âmes. Ils ont essayé de comprometttre jusqu'au cardinal Innitzer dans leur mouvement. Mais la Conférence des évêques, tenue à Vienne en août, a rappelé à l'adresse de ces prêtres dévoyés, que « seul l'épiscopat avait mission pour traiter avec les autorités de l'Etat.. Aussi la Communauté du travail pour la paix religieuse ne peut-elle être reconnue par l'épiscopat. »

C'était un désaveu. Beaucoup de catholiques ne l'ont pas trouvé assez sévère. Il est probable que l'on redoute un schisme. On sait qu'on en avait parlé dès le début. Mais c'est une légende d'origine naziste ; il faudrait peu connaître l'Autriche pour y ajouter le moindre crédit, tout au moins sous la forme qui avait été annoncée.

« De toutes les épreuves du cardinal Innitzer, nous savons que celle de savoir mise en doute sa fidélité au Christ et à l'Eglise est la plus accablante ; c'est la tristesse qui mine sa santé ébranlée, avec la douloureuse évidence de l'échec lamentable de ses premières avances trop généreusement confiantes. Ces avances, rectifiées au Vatican, déformées à l'étranger, ont été lâchement exploitées par le service de propagande du Parti, pour faire croire à un asservissement et finalement à une trahison de l'Eglise. C'était pour nous, dit M. Scey, un devoir de protester ici contre pareille injustice. »

En résumé, l'épiscopat autrichien a été attiré dans un piège. On a affecté de lui faire des avances aussi longtemps qu'on a cru avoir besoin de lui. Jusqu'au début d'octobre, surtout au moment de la grande tension en Europe, on essaya de le surprendre par des promesses. Mais dès que la crise a été passée, le premier prétexte a été bon pour fournir au gauleiter Burkell l'occasion de déclarer la guerre à l'Eglise et de dénoncer bruyamment, dans un discours d'une brutalité inouïe, les trop vagues engagements par lesquels on avait réussi à enchaîner au moins partiellement l'épiscopat.

L'article de M. Scey s'arrête au 1er octobre. Donnons un rapide aperçu des événements, du reste connus de tous, qui ont suivi cette date.

V

Il semble bien que le point de départ des violents conflits qui ont éclaté, au début d'octobre, entre le cardinal Innitzer et le gauleiter Burkell, ait été précisément la désapprobation par l'épiscopat autrichien de cette « Communauté de travail pour la paix religieuse », qui était une création du gauleiter, mais dont le but réel était de subordonner le clergé et l'action catholique au national-socialisme et d'introduire l'esprit nazi dans la jeunesse catholique autrichienne.

Quoi qu'il en soit, une circulaire ministérielle prescrivit qu'à partir de 14 ans les élèves des écoles ne fussent plus tenus d'assister, même sur le désir exprimé de leurs parents, aux cours d'instruction religieuse et aux cérémonies du culte. C'était une invitation aux écoliers et écolières à s'affranchir à la fois de l'autorité de leurs parents et de celle de l'Eglise. Cet âge de 14 ans, qui est, comme l'on dit, « l'âge ingrat », est particulièreent choisi pour provoquer la rébellion des mineurs ! Sous la poussée des obscurs sentiments de la puberté, alors que le développement de la volonté et de la raison n'est pas encore capable de retenir comme il conviendrait les écarts d'une imagination affolée par

le travail secret des sens, la jeunesse scolaire ou du moins une partie de cette jeunesse, encouragée par l'ambiance politique, pouvait être amenée à faire des démarches inconsidérées, engageant lamentablement son avenir ! Calcul de perversité vraiment diabolique !

Dans le *Wiener Kirchenblatt* (Semaine religieuse de l'archidiocèse de Vienne) du 2 octobre, le cardinal Innitzer publia une circulaire aux parents catholiques où on lisait :

« Parents catholiques ! Les dispositions mêmes de la récente ordonnance vous donnent un vigoureux avertissement au sujet du devoir de conscience qui vous incombe à l'égard de vos enfants. Vous ne devez pas fermer à vos enfants la foi de vos pères. Vous ne devez pas les éloigner de la source de la vie surnaturelle de la grâce. Il s'agit là pour vous d'un devoir personnel et sacré, et vous portez à cet égard une responsabilité strictement individuelle que personne ne peut vous enlever. Soyez même par-delà l'école les directeurs spirituels de vos enfants, en prenant garde que la flamme de la foi ne s'éteigne pas à votre foyer. Soyez vous-mêmes des modèles de foi vivante pour vos enfants ! »

C'était là le langage d'un digne pasteur de Jésus-Christ. Nul ne pouvait incriminer ces exhortations pieuses aux parents catholiques, de la part du chef de l'Eglise de Vienne ! Mais elles n'eurent pas le don de plaire aux chemises brunes. Les nazis, probablement excités ou du moins encouragés sous main par l'autorité civile, se promirent de montrer à l'archevêque que son zèle n'était pas de leur goût. Ils n'eurent pas longtemps à attendre l'occasion. Le 8 octobre, à la cathédrale Saint-Etienne, le cardinal en personne adressa la parole à un très nombreux auditoire composé surtout de jeunes catholiques. Son discours, très courageux, contenait une sorte de rétractation de l'attitude des évêques autrichiens au lendemain de l'*Anschluss*, et comme un aveu de l'erreur très involontaire où les promesses du national-socialisme avaient induit l'épiscopat :

« Vous avez, s'écria l'archevêque, presque tout perdu, au cours du mois dernier. Vous avez perdu vos Cercles catholiques et vos Unions chrétiennes. Mais en dépit du fait que vous avez été privés de tout cela, vous vous joindrez à vos prêtres, pour de nouvelles Unions. Je sais très bien que, depuis six mois, nombre d'entre vous n'ont pas approuvé l'attitude des évêques, mais vous ne vous êtes peut-être pas rendu compte de la responsabilité considérable qu'ont les évêques catholiques en ce moment. Quoi qu'il arrive, je sais qu'il existe une jeunesse idéaliste catholique, qui ne saurait être égarée par de vaines phrases. »

Naturellement, il y avait dans l'auditoire des nazis, que ce langage courageux transporta de colère. Dès la sortie de la cathédrale, les jeunesses hitlériennes organisèrent de violentes manifestations contre le vénérable orateur. Le cardinal regagna son palais au milieu de cris hostiles. Les jeunes catholiques qui sortaient de l'église au chant des cantiques furent sauvagement assaillis et maltraités. Des bandes de forcenés, dont les membres étaient revêtus des insignes officiels du parti nazi, se portèrent, vers 20 h. 30, sur le palais archiépiscopal et y donnèrent l'assaut. « Donnez-nous le chien noir !... Tuez Innitzer ! »

Vers 21 heures, des jeunes gens portant l'uniforme hitlérien grimpèrent par des échelles aux fenêtres du premier étage et envahirent le palais. Le pillage commença aussitôt. Regrettant sans doute de n'avoir pas eu la joie d'opérer une nouvelle défénestration de Prague, mais cette fois sur le président Benès, voué à l'exécration des Allemands par les discours de Hitler, les nazis de Vienne se saisirent du secrétaire de l'archevêque, un prêtre, et le précipitèrent sur la place où il se brisa les jambes. Le conseiller intime du cardinal, Mgr Wenibacher, aurait subi le même sort s'il ne s'était cramponné aux fenêtres du palais saccagé. Il fut gravement blessé aux mains. Et il a fait, depuis, cette déclaration : « Dès que la foule commença à attaquer le palais, nous réussîmes à faire sortir de la chapelle le cardinal et sa sœur qui étaient en prières. Il était temps, car les agresseurs pillèrent complètement la chapelle et l'appartement contigu [5]. »

Le lendemain, dimanche 9 octobre, les manifestations recommencèrent aux portes de la cathédrale, au moment où les fidèles la quittaient après l'office vespéral. Plusieurs centaines de jeunes gens des groupes hitlériens, massés auprès de l'église, criaient : « En avant, camarades ! Pendez les Juifs ! Abattez les prêtres ! »

A Berlin, les milieux autorisés, interrogés sur ces incidents de guerre religieuse, affectaient de prime abord de désavouer les assaillants et de déclarer que si le cardinal était gardé dans son palais, c'était pour le protéger plus efficacement. A l'étranger, on put croire un instant que les violences avaient été en effet le fruit de colères partisanes, et qu'elles n'étaient pas approuvées en haut lieu. On avait même assuré que leurs auteurs seraient gravement châtiés et qu'en outre des punitions infligées par les tribunaux, ils seraient, à l'expiration de leur peine, maintenus, un an ou deux, dans les camps de concentration !

Quelle ne fut pas la stupéfaction du monde civilisé, quand on put lire dans les journaux les extraits les plus significatifs d'un discours prononcé, au lendemain de ces tristes événements, par le gauleiter Burkell !

A l'entendre, les incidents avaient été produits par les Tchèques et les Juifs. Il annonçait de nouvelles mesures d'exception et de rigueur. Il énumérait les mesures de conciliation qu'il aurait été incliné à prendre, et que désormais il repoussait sans retour. Plus d'amnistie, disait-il catégoriquement, « pour le clergé politicailleur » ! Et perdant toute dignité et toute retenue, il s'écriait :

« Les temps sont révolus où nous nous sommes laissés rouler... Malgré la guerre perdue, Adolf Hitler a gagné pour l'Allemagne la guerre mondiale... S'il est loisible aux croyants d'aller dans les églises pour prier, on ne doit y prier que pour le peuple allemand

[5] De fait, l'ameublement précieux du palais était jeté par les fenêtres et mis en pièces. Il s'entassa bientôt dans la rue et la foule y mit le feu, parmi des hurlements de fureur ; un Christ de toute beauté et une Vierge furent ainsi la proie des flammes. Le bûcher improvisé lançait des étincelles de toutes parts et le feu s'élevait à plus de trois mètres. Le pavé de bois de la rue commençait à brûler devant cinq mille personnes environ, quand la police se décida à intervenir. Loin de châtier les assaillants et d'arrêter les incen-

et pour son Führer. Personne, sauf nous, n'a le droit de manifester dans les rues. Les rues et les places publiques, de même que les écoles, nous appartiennent à nous qui sommes l'Etat. La politique est une affaire qui nous concerne exclusivement. Certes, chacun a le droit de voir ses sentiments religieux respectés. Mais est-ce par hasard que vous auriez l'intention de séparer l'Autriche du Reich par vos prières ? Vous avez eu un Habsbourg, quel gâteux ! Ici, maintenant, gouverne l'Autrichien Adolf Hitler ! »

Sur quoi, René Pinon, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er novembre, remarque avec tristesse :

« Entendre de pareilles vitupérations sortir de la bouche haineuse d'un très haut fonctionnaire, d'un dictateur, dans cette Vienne catholique et libérale qui fut un foyer de culture humaine raffinée et de vie élégante, donne l'impression d'un effroyable recul de la civilisation, d'une nouvelle offensive de la barbarie, d'un débordement des instincts primitifs. Tel est le régime promis à l'Europe centrale ! »

De fait, les incidents de Vienne ont eu un corollaire. Une série d'informations venant de Fribourg ont dénoncé des fermetures d'écoles religieuses, des lapidations d'édifices religieux, des occupations par force d'établissements catholiques. A Innsbruck, les fenêtres du célèbre *Canisianum*, maison contenant 300 étudiants de l'Université catholique, ont été brisées à coups de pierres. A Feldkirch, le collège des jésuites est fermé. Un couvent a été vidé de ses 34 religieux, pour être le refuge de Sudètes émigrés.

D'autre part, le commissariat du Reich procède, en Autriche, à une épuration impitoyable dans le personnel judiciaire. La magistrature, suspecte de tiédeur envers le nazisme, est traitée avec la dernière rigueur. En réalité, il s'agit surtout de « caser » des Allemands du Reich et des Autrichiens qui ont bien mérité du Parti. Les bénéficiaires de l'opération de vaste envergure qui se poursuit, sont surtout les « *kleine Doktoren* », — comme on dit là-bas, — c'est-à-dire les petits docteurs en droit, avocats, stagiaires de toute nature, qui s'étaient fait remarquer aux universités de Vienne, d'Innsbruck et surtout de Gratz, comme fanatiques militants de sociétés pangermanistes. Au temps de l'Autriche indépendante, ces agitateurs étaient écartés des places. Ils prennent aujourd'hui leur revanche. C'est, analogue à notre « Terreur blanche » de 1815, une « Terreur brune » qui déferle sur l'infortunée Autriche. Le moment est venu bien vite de la réalisation de cette prophétie faite en Amérique, en mars dernier : « Les Autrichiens aujourd'hui sonnent les cloches, ils ne tarderont pas à se tordre les bras. »

Parallèlement à ces débordements de fureur antireligieuse, en Autriche, de nouvelles attaques anticléricales se sont multipliées dans l'organe des milices noires du Reich : *Das schwarze Korps*, qui s'est toujours fait remarquer par la violence de ses outrages contre l'Eglise. L'un de ses articles les plus agressifs, dans la seconde moitié d'octobre, avait pour titre ces mots imprimés en rouge : *Le règlement de comptes*.

L'article commence par fustiger les pessimistes, les traîtres et les saboteurs qui se sont révélés au cours de la récente crise politique mondiale. Puis il annonce qu'il va s'en prendre surtout « aux prêtres politiques, qui, systématiquement, ont profité des heures décisives de la nation pour tenter de réaliser leur plan hostile au peuple et au Reich. »

Le Vatican est accusé d'avoir spéculé sur l'effondrement possible du IIIe Reich. Le journal énumère les différentes étapes de l'offensive contre le régime hitlérien : 1° la lettre pastorale des évêques réunis à Fulda, le 28 août dernier ; — 2° la déclaration de Mgr Grœber, archevêque de Fribourg-en-Brisgau, au sujet de la persécution religieuse en Allemagne ; — 3° les protestations des évêques allemands contre l'introduction de l'école non-confessionnelle ; — 4° les protestations des mêmes prélats contre l'expulsion de Mgr Sproll, évêque de Rottenburg, en Wurtemberg, « ce traître, qui ne vota pas, lors du plébiscite pour l'Anschluss, et avec lequel les évêques allemands se déclarèrent solidaires ; » — **5° l'attitude du clergé catholique** au cours de la crise tchécoslovaque, en ce qu'il aurait « tenté d'apeurer la population allemande et d'ébranler sa fidélité au Führer » et n'aurait pas dit un mot sur le martyre enduré par les Sudètes !

« Et cela n'est pas étonnant, déclare le journal, quand on sait que la politique vaticane a toujours été du côté de la Tchécoslovaquie et que le catholicisme mondial est intervenu nettement pour ce pays, par ses représentants diplomatiques et par la presse. Il faudra s'en souvenir attentivement dans l'avenir. »

Parmi les preuves de cette inclination vers la Tchécoslovaquie, le journal donne la suivante : au cours de son émouvante allocution radiodiffusée du 29 septembre [6], le pape, en offrant sa vie pour la paix, eut l'audace d'invoquer le souvenir de S. Wenceslas, le saint national des Tchèques. En outre, le journal du pape, *L'Osservatore*, n'a pas craint de vanter le régime démocratique du président Benès.

Ajoutons que le *Schwarze Korps* ne ménageait pas non plus les critiques agressives et hargneuses aux Eglises protestantes d'Allemagne, coupables elles aussi de tiédeur pour la politique dangereuse du Parti.

VI

Tout cela tend à laisser entrevoir, en dépit des clameurs de triomphe du national-socialisme, certaines résistances internes dont il ne faut pas sous-estimer l'importance. Il est incontestable que le peuple allemand ne voulait pas plus la guerre que nous, et qu'il a manifesté de façon assez bruyante sa joie des accords de Munich pour que les suppôts du régime aient pu se sentir frôlés par un vent de réprobation.

Nous sommes conduits de la sorte à nous de-

diaires, elle se borna à consigner le cardinal dans ses appartements, sous prétexte de le garantir contre la foule, en réalité pour le retenir aux arrêts dans sa propre demeure.

[6] Il va sans dire que le mot « émouvante » est de nous, nullement du journal *Schwarze Korps*, qui ne trouve dans l'allocution du pape que matière à récrimination et amère rancune.

mander si, en dehors des froissements d'ordre religieux, il n'y a pas d'autres sujets de mécontentement dans les profondeurs de la nation.

La France se débat actuellement dans des difficultés financières dont nul ne peut méconnaître la gravité. Mais pouvons-nous croire que les régimes totalitaires ignorent ce genre d'épreuves ? Comment donc a fait l'Allemagne pour réarmer, depuis cinq ans, de façon aussi formidable ? Et si la demi-mobilisation de fin septembre a pu alourdir notre budget national dans des proportions aussi fâcheuses, que doit-on penser de la mobilisation bien plus prolongée et bien plus considérable de l'Allemagne, en la même occasion ? M. Legueu étudie, dans la *Revue de Paris* du 1er novembre, *les Finances du IIIe Reich.* Va-t-il éclaircir pour nous le mystère ?

« Le contraste qui s'observe, écrit-il, entre la superbe apparence des finances du IIIe Reich et les embarras de la plupart des autres peuples justifie la surprise et la curiosité. Mais l'attention a d'autres raisons, plus directes et plus graves. Pour une très large part, l'effort financier de l'Allemagne a des fins militaires. Les deux sont inséparables. Et comme la force militaire allemande est menaçante, chacun se demande quelle est la qualité, quelle est la résistance de son armature financière. »

Oui. Eh bien ! où en sont les finances du Reich ?

— « L'opinion, dans sa majorité, n'est pas loin de croire que les maîtres du IIIe Reich ont inventé quelque secret miraculeux. » Mais nous ne pouvons être dupes de pareille illusion. Il n'y a pas de miracle en matière financière gouvernementale. La multiplication des pains ne se transformera jamais en multiplication des canons et des mitrailleuses ou des tanks.

Non, le secret du national-socialisme, pas plus que celui du fascisme italien, n'est pas difficile à deviner. Le moyen employé par les maîtres du Reich, c'est tout simplement *l'inflation.* Seulement, cette inflation a été dirigée avec un art remarquable. C'est de « l'inflation organisée », et savamment organisée. De quel ordre est-elle ? On admet communément, pour les cinq ans depuis 1933, date de l'avènement du nazisme, le total de 35 milliards de marks. Pour fixer les idées à ce sujet, on peut avancer que l'inflation a atteint 100 milliards de nos francs par an, soit en tout environ 500 milliards.

Et malgré cela, il n'y a pas eu banqueroute. Cela est d'autant plus étonnant que l'Allemagne avait déjà fait de l'inflation en grand, qu'elle avait couru allègrement à la ruine et connu la faillite la plus formidable. Bien plus, ce fut en grande partie l'horreur causée par cette banqueroute, à demi ou plus qu'à demi frauduleuse, qui fournit au nazisme un de ses arguments les plus virulents contre le régime de Weimar ! Et ce fut le même homme qui avait été appelé à liquider la faillite de ce régime qui a été chargé de prévenir celle du régime hitlérien : le Dr Schacht. Il avait été nommé, dès 1923, haut commissaire du Reich pour la monnaie. C'était déjà la pleine débâcle. Il a eu l'occasion unique d'étudier de près le phénomène de l'écroulement financier de son pays ; et c'est ce qui lui a permis de faire à son tour de l'inflation, en évitant la catastrophe, jusqu'au jour, pourtant, où il a eu le sentiment que le plafond des possibilités était atteint et où il s'est démis de ses charges principales. On lui prête ce mot éloquent : « Je n'ai pas hésité à sauter du train en marche ! »

Comment donc un certain genre d'inflation peut-il se produire, même sous une forme massive, sans amener tout de suite de trop graves inconvénients ? « Grâce au contrôle des changes, » dira-t-on sans hésiter. M. Legueu n'est pas de cet avis. Pour lui, sans doute, le contrôle des changes est l'une des pièces du mécanisme. Mais l'opinion que cette pièce suffit à tout expliquer lui semble « pour les trois quarts ou plus, fausse ». Et il s'explique :

« Dans le cas allemand, dit-il, il serait absurde de prétendre que le contrôle n'a pas joué de rôle. De ce rôle, on verra plus loin les limites. Mais ce moyen eût été très facilement remplacé par un autre... A quoi se ramène, en dernière analyse, un système de contrôle ? Il n'est rien d'autre qu'une dévaluation occulte. En l'occurrence, les inconvénients d'une dévaluation visible eussent été immenses, par les souvenirs qu'elle eût ravivés, par les craintes qu'elle eût provoquées... Il n'est pas douteux que, dans la balance que le Dr Schacht a certainement établie, les avantages du contrôle ne l'aient emporté sur ses inconvénients... On rappellera ici, pour mémoire, que le contrôle était d'une incomparable facilité pour imposer au pays, sous une forme oblique, une discipline de guerre... Simultanément, il y a lieu de considérer que l'Allemagne était débitrice, non créancière de l'étranger. En coupant les ponts entre le dehors et le dedans, en abaissant la herse du contrôle, elle réussissait une banqueroute cynique et, à court terme, profitable. Enfin, le contrôle exige, pour fonctionner, des conditions très difficiles à remplir, à commencer par celle-ci que l'Etat soumis à ce régime forme un bloc géographique homogène, tel que la surveillance en soit facile. Par exemple, le jour où l'Allemagne recevrait des colonies, son contrôle serait condamné. »

Voilà donc les raisons objectives pour lesquelles, dans le cas particulier de l'Allemagne, le contrôle des changes, toujours dangereux en principe, présentait plus d'avantages que d'inconvénients. Mais que cela ait suffi à permettre la colossale inflation, c'est ce que M. Legueu ne saurait admettre. Il croit que la machine allemande a été infiniment plus savante. Mais alors comment s'explique ce phénomène : une inflation énorme, continue, et cependant pas de banqueroute ?

« Pratiquement, répond notre auteur, *les Allemands ont gagé et ratifié leur inflation,* dans une très large mesure, *par l'augmentation presque proportionnelle — c'est-à-dire extraordinaire — de leur production.* Ce phénomène dominant est demeuré fort longtemps inaperçu. » Et pourtant le Dr Schacht s'en est, à maintes reprises, nettement expliqué, en disant que sa politique de crédit avait une limite et que cette limite était déterminée par l'augmentation de la production. Ce ne serait qu'au-delà que l'inflation commencerait, c'est-à-dire le crédit sans contre-partie, sans justification ; ainsi s'explique du reste sa démission, le jour où la règle posée par lui a été violée.

C'est donc sur l'accroissement de la production que tout le système financier allemand a été basé, très sagement du reste, par le Dr Schacht. Cet accroissement lui-même, il est très difficile de le

chiffrer, de même que le montant annuel des revenus allemands. Pourtant quelques indices permettent une approximation. Le rendement effectif des impôts a plus que doublé en quatre ans. Or, ce n'est pas seulement par une augmentation des tarifs de contribution que ce résultat a pu être obtenu : en Allemagne, comme partout, la matière imposable a ses limites. Ce n'est que par l'expansion de cette matière elle-même que les impôts peuvent rendre davantage. Il est clair que si le revenu global d'une nation s'accroît et que le pourcentage de ces revenus soit fixé à un taux donné, tout accroissement du revenu, c'est-à-dire en somme de la production, doit aboutir à un relèvement du rendement des impôts. Et il y a même, en faveur du rendement contributif, un fait incontestable, à savoir, que le pourcentage des impôts peut être accru sans grand inconvénient dans un pays riche, tandis qu'il ne peut l'être dans un pays pauvre. Exemple : un pays comme la France pourrait plus aisément payer 40 ou 50 % de son revenu en impôts, avec 500 milliards de revenus, qu'il ne pourrait en payer 25 ou 30 %, avec seulement 220 ou 250 milliards. Or, en Allemagne, il est certain qu'il y eut, de 1933 à 1935, un accroissement formidable de la production. « Les statistiques de l'activité des industries-clés témoignent d'une accélération si forcenée qu'elle paraît avoir eu, jusqu'en 1935, un rythme comparable ou égal à celui de l'inflation ». Comment cela a-t-il été possible ? Par le coup de fouet (aux deux sens du mot) infligé au régime de la production par le nouveau régime politique. La semaine de travail a été allongée. Le rendement du travail a été accru. Le communisme saboteur a été jugulé.

Mais par-dessus tout, toutes les mesures prises par le gouvernement, dans le système d'économie dirigée qui a été celui de la nouvelle Allemagne, ont eu pour but de détourner l'inflation — alors que l'augmentation de la production semblait la ratifier — des voies où elle aurait abouti à faire monter les prix. Qu'est-ce à dire ?

« Suivant une procédure avisée, dont la France de 1936 a pris le contrepied, toutes les précautions utiles et, au besoin, toutes les réglementations nécessaires, ont été calculées de manière à empêcher l'augmentation du pouvoir d'achat directement utilisable par le consommateur ; et cette action négative a éte menée en même temps qu'une autre, positive, qui la complétait, en orientant les capitaux résultant de l'inflation vers la formation d'une épargne, non pas exactement forcée, mais obligatoire. »

Comprenez-vous cette tactique ? Ne pas laisser venir immédiatement sur le marché les catégories de revenus qui font monter les prix : c'est-à-dire les salaires ouvriers. Les maintenir du reste toujours un peu au-dessous de la hausse admise ou subie des prix, de façon que l'ouvrier soit à l'aise sans être à même de gaspiller. Fermer la bouche à toute réclamation d'augmentation de salaire injustifiée, — dans le système, — par voie d'autorité, mais aidée par le dynamisme de la mystique du parti. Par ailleurs, limiter strictement les répartitions des bénéfices des sociétés, ne pas troubler le monde ouvrier par le miroitement insolent d'actions à gros dividendes et d'enrichissement des gros actionnaires ou capitalistes. De cette façon, le capital et les salaires issus du travail se trouvaient également mis à contribution pour les besoins de l'Etat.

Tout cela demandait un doigté, une sûreté de main extraordinaires. Le Dr Schacht a su saisir les occasions favorables au développement logique de l'industrie et de la production allemandes. Il était servi par les circonstances. La dette publique avait été ramenée à 26 milliards de reichs-marks, chiffre peu élevé pour une population qui atteignait 63 millions. La dette extérieure avait été répudiée. De plus, il avait à faire à un pays où les habitudes bancaires étaient extraordinairement développées, en ce sens que le moyen normal de paiement, pour la majeure partie de la population, était le chèque ou le virement bancaire. Peu ou point de circulation en espèces. C'est ce qui a permis au développement de l'inflation de se faire, jusqu'en 1937-1938, sans que l'attention du public fût éveillée, sans que la circulation fiduciaire prît une allure inquiétante.

« A cet égard, dit M. Legueu, par rapport aux nations modernes, la France est comme un enfant arriéré. Aussi ne saurait-on y faire entendre que l'emploi généralisé des méthodes bancaires de paiement a joué, dans l'ensemble du système allemand, un rôle plus considérable, sans nul doute, que le contrôle des changes. »

Seulement, ce jeu peut-il durer indéfiniment ?

Evidemment non. Pourquoi ? Parce que la production atteint vite son plafond et qu'alors l'inflation n'a plus de contre-partie. La fortune a coutume, dit-on, de favoriser les audacieux. Elle a favorisé, durant trois ans, les finances du nouveau Reich. Mais le système du circuit fermé, que nous appelons l'*autarcie*, ne permet pas l'extension indéfinie de la production, car les frontières fermées ou les paiements rationnés pour les produits étrangers engendrent automatiquement des mesures de représailles. C'est ce qui explique la tendance du Dr Schacht, très sage à la vérité, de revenir à la collaboration économique internationale, et aussi, — parce que cette collaboration n'a pas été rétablie, — la tendance actuelle des maîtres du Reich à chercher des débouchés vers l'Est, à construire un système économique très vaste dans lequel la force militaire et politique du Reich éblouira les petites nations du centre de l'Europe, les tiendra en respect, les enchaînera à l'axe Rome-Berlin, mais, comme il apparaît déjà avec évidence, au profit presque exclusif de Berlin, qui, dans n'importe quelle alliance, a toujours l'art de s'adjuger la part du lion !

Au milieu de 1936, après la réoccupation de la rive gauche du Rhin, le moment paraissait favorable au Dr Schacht pour réaliser son idéal (celui que nous venons de définir). Mais ses vues ne cadraient pas avec celles du Führer, beaucoup plus sensible aux grandes manifestations de force qu'aux réussites pacifiques du domaine financier. Le Dr Schacht se vit mal suivi. Le réglage de la machine allemande, qu'il avait si bien monté, fut transformé. Jusque-là le secteur civil de la production couvrait et rendait possible le secteur militaire, non rentable en lui-même. Mais après 1936 le secteur civil fut sacrifié : par l'accélération des fabrications de guerre, qui lui enlevèrent